

Besoin de services professionnels centrés sur les TÂCHES (SPTS)

Ce besoin est pour le compte de : **Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario)**

Ce besoin n'est ouvert qu'aux **titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement sous E60ZT-18TSPS** qui se sont qualifiés pour le niveau 1 et pour la catégorie d'expert-conseil, le niveau de sécurité, la région et le niveau d'expertise indiqués pour la catégorie suivante :

Volet 2 : Consultation commerciale/gestion du changement

Catégorie 2.12 : Expert-conseil en services d'évaluation

Le besoin est destiné à l'attribution de deux (2) contrats.

Les titulaires d'AA suivants ont été invités à présenter une proposition.

1. Alinea International Ltd.
2. Aniko Consultants Inc., Samson & Associates-CPA Consultation Inc., Samson & Associates CPA-Consulting Inc., en coentreprise
3. BP & M Government IM & IT Consulting Inc.
4. Cathexis Consulting Inc.
5. Contract Community Inc.
6. Ference & Company Consulting Ltd.
7. Goss Gilroy Inc.
8. KPMG LLP
9. Orbis Risk Consulting Inc.
10. Performance Management Network Inc.
11. Portage Personnel Inc.
12. PRA Inc.
13. Réseau Circum Inc.
14. TDV Global Inc.
15. The Strategic Review Group Inc.

Description du besoin :

FedDev Ontario peut demander une équipe complète, une équipe partielle ou une seule ressource pour fournir les services d'évaluation et de mesure du rendement requis. L'entrepreneur et la ou les ressources proposées doivent travailler avec le personnel de FedDev Ontario désigné par la direction de l'évaluation (DE) pour effectuer des travaux d'évaluation et de mesure du rendement, transférer des connaissances et, ou faire de l'observation au poste de travail à des fins de formation. Outre la réalisation des projets prévus dans le plan d'évaluation, l'entrepreneur peut être appelé, sur une base ponctuelle, à aider la DE à élaborer et à valider des méthodes d'évaluation ou de mesure du rendement afin de répondre aux exigences de la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor.

Depuis la création de FedDev Ontario en 2009 en réponse au ralentissement économique, l'Agence a mis en œuvre des programmes visant à renforcer la capacité économique du Sud de l'Ontario en matière d'innovation, d'entrepreneuriat et de collaboration, et à promouvoir le développement d'une économie forte et diversifiée dans le Sud de l'Ontario.

Pour remplir son mandat, FedDev Ontario met en œuvre trois programmes de paiements de transfert de base conçus pour répondre aux possibilités et aux défis particuliers auxquels la région est confrontée, à savoir le Programme de croissance économique régionale par l'innovation (CERI), le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario (PPSO) et le Programme de développement des collectivités (PDC). FedDev Ontario, comme d'autres agences de développement régional (ADR) au pays, joue également un rôle important en tant qu'agent fédéral de mise en œuvre des programmes nationaux dans le Sud de l'Ontario.

Fonction d'évaluation

L'objectif de la fonction d'évaluation est de veiller à ce que FedDev Ontario dispose d'une base de données complète et fiable pour soutenir l'amélioration des politiques et des programmes, la gestion des dépenses, la prise de décision au niveau de la direction et du cabinet, et l'établissement de rapports publics.

L'évaluation consiste à faire la collecte et l'analyse systématique d'éléments probants sur les résultats des programmes afin de juger de leur pertinence, de leur rendement et des autres moyens d'obtenir les mêmes résultats. Elle permet d'assurer l'appréciation neutre et fondée sur des éléments probants de l'optimisation des ressources des programmes de FedDev Ontario. Ce faisant, l'évaluation soutient la reddition de comptes au Parlement et aux Canadiens en aidant FedDev Ontario à rendre compte des résultats obtenus avec les ressources investies. Elle éclaire les décisions du gouvernement en matière d'affectation et de réaffectation des ressources en soutenant les examens stratégiques et en fournissant des renseignements objectifs sur les synergies potentielles et en évitant le double emploi. En outre, l'évaluation aide le président à gérer les résultats et les gestionnaires à améliorer les politiques et les programmes.

Publié en 2005 par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), le document de discussion intitulé *La prise de décision au sein du gouvernement : le rôle de l'évaluation des programmes* donne un bon aperçu du rôle de l'évaluation au sein du gouvernement fédéral (<https://www.tbs-sct.canada.ca/cee/tools-outils/aucoin-fra.asp>).

Le document indique également quelques principes importants pour l'évaluation au sein du gouvernement. Il s'agit de :

1. Reconnaître l'évaluation des programmes comme une fonction essentielle de la gestion publique
2. Intégrer l'évaluation des programmes dans le processus décisionnel
3. Lier l'évaluation des programmes à la budgétisation et à la gestion des dépenses
4. Garantir l'indépendance de l'évaluation des programmes
5. Améliorer la qualité de l'évaluation des programmes

Niveau de sécurité :

L'entrepreneur ou l'offrant doit, à tout moment pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, détenir une cote de sécurité valide de niveau secret, avec une protection approuvée des documents au niveau protégé B, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)

Le personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant qui doit avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doit détenir une cote de fiabilité de niveau secret, selon les besoins, accordée ou approuvée par le PSC de TPSGC.

Accords commerciaux applicables :

Le besoin est assujéti aux dispositions de l'« Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC) », de l'« Accord de continuité commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et le Panama », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et la Corée », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et le Honduras », de l'« Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie », de l'« Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) », de l'« Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili » et l'« Accord de libre-échange canadien (ALEC) ».

Documents associés :

Aucun

Durée proposée du contrat :

La période du contrat proposée s'étendra de la date d'attribution au 31 mars 2025.

Numéro de dossier : 209247

Autorité contractante : Nathan Nguyen

Courriel : procurementservices-appvisionnement@feddevontario.gc.ca

REMARQUE : La méthode d'approvisionnement des services professionnels centrés sur les tâches et solutions (SPTS) est mise à jour chaque trimestre. Si vous souhaitez savoir comment vous pouvez devenir un « titulaire d'AA qualifié », veuillez communiquer avec SPTS.TSPS@TPSGC-PWGSC.GC.CA